

## La crise de la gauche italienne à l'ère de la mondialisation, avec le néolibéralisme comme toile de fond

La crise radicale de la gauche en Italie ne constitue pas un phénomène isolé en Europe. Au contraire, elle fait partie d'un processus de déclin historique de la gauche, dont la racine est son incapacité à trouver une réponse à la défaite des années soixante-dix et aux changements globaux affectant le mode de production capitaliste.

D'une part, cette crise a frappé les structures de base politiques et syndicales de la gauche qui cherchaient à s'adapter progressivement à la mondialisation néolibérale tout en essayant d'en atténuer les effets les plus dévastateurs ; mais d'autre part, leurs forces les plus radicales s'en trouvaient fortement affectées car elles étaient trop souvent carrément étranglées entre deux options aussi douloureuses l'une que l'autre : soit résister en acceptant le conflit, soit se soumettre au compromis politique.

Ce qui est totalement stupéfiant, dans le cas italien, c'est l'accélération soudaine de la crise. Et donc son point final, atteint après la défaite de la gauche et la fondation du Parti démocrate (PD) : la disparition du parlement de toutes les forces politiques qui se réclament du mouvement ouvrier et de la tradition socialiste et communiste – un cas sans précédent depuis la fondation de la République italienne !

Cette accélération doit être considérée dans le cadre de l'histoire italienne la plus récente. L'Italie est plongée, depuis un certain temps déjà, dans une crise politique, économique, sociale et civile, dont la solution semble très éloignée. Beaucoup d'éléments de cette crise ressemblent à ceux d'autres pays.

Toutefois en Italie, la pression causée par le tournant vers la politique monétariste et la répercussion déstabilisante des processus de mondialisation se sont surajoutées et combinées à des faiblesses structurelles spécifiques (l'hypermétrie de l'État, le positionnement

fragile au sein de la compétition internationale, un État faible en matière sociale, un processus inachevé de démocratisation de la société et une intégration incomplète des citoyens dans l'État, un évanouissement de la conscience citoyenne et du contrôle de la légalité, de fortes différences territoriales, l'existence d'une économie souterraine et criminelle, surtout dans le sud du pays).

Ceci a conduit, dès le début des années 1990, à une profonde déstabilisation de l'État paralysé par un fort endettement public et du système politique. Au fond, depuis cette époque l'Italie tente de venir à bout d'un processus de développement qui repose sur un État fort et le modèle d'une nation unie – toutefois sans succès ! Tout cela fait de l'Italie une nation particulièrement désorientée et difficilement gouvernable : manquant de cohésion, riche en conflits, traversée par des mouvances fortes, sans cohérence dans son développement territorial et donc exposée aux poussées vers une démocratie plus autoritariste. Il en résulte que, dans l'espace européen, l'Italie est devenue le laboratoire « le plus avancé » de la crise politique : celui où s'expérimente le processus d'affaiblissement progressif de la gouvernabilité et d'une dégénération parallèle, qui touche tous les systèmes politiques et toutes les institutions démocratiques dans le processus de mondialisation.

Même la gauche a été frappée de plein fouet par cette crise. Ce n'est pas par hasard que le paysage politique italien des quinze dernières années a été marqué par la montée d'« outsiders » politiques qui ont fait leur nid dans la crise structurelle du système politique ; par des « ramasse tout » politiques dont la création a été décidée par une forte volonté de « transformisme » ; par des nouveautés institutionnelles au moyen desquelles on a tenté de garantir une certaine « gouvernabilité » (c'est-à-dire empêcher

d'une part la transparence des institutions représentatives – au moyen de blocages et de limitations du principe de majorité – et d'autre part l'influence des corps élus au bénéfice de l'exécutif) dans le but d'imposer des décisions politiques impopulaires ; par des approches fédéralistes au moyen desquelles on a essayé d'atténuer la pression « sécessionniste » exercée par les régions plus riches du nord du pays.

En rapport avec la disparition des grands partis de masse et une médiatisation en croissance continue de la politique ce grand investissement créatif a stabilisé partiellement le système, du moins sur le plan politique, et a établi une structure bipolaire : celle-ci, bien que très conflictuelle au niveau des discussions médiatiques, est très homogène au niveau de la politique néolibérale.

Cependant, l'électorat n'a accordé sa confiance à aucun gouvernement. Ainsi, au cours de chaque mandature électorale s'est intensifiée cette méfiance ancrée dans la population – et au-delà la rupture avec le système politique et institutionnel – jusqu'à mener, au cours des dernières années, à la formation de véritables mouvements qui ont été qualifiés, tout à fait à tort, de mouvements « antipolitiques ».

### **L'échec du centre-gauche**

De ce point de vue l'échec du deuxième gouvernement Prodi a été très révélateur. Bien que dépendant d'une très faible majorité, ce gouvernement s'est tourné, dès son début, vers une politique dogmatique d'assainissement de l'économie et de ce fait a rapidement perdu le soutien de la population. Il a survécu à cela, en flageolant il est vrai, en donnant clairement des signes de désunion à chaque mesure importante et en devenant fondamentalement inapte à gouverner, jusqu'à récolter le mécontentement de tous. Finalement il est tombé, après moins de deux ans, car les petits groupes politiques du centre lui ont retiré leur soutien. Il a laissé le sentiment d'un échec politique très profond. Globalement, ce gouvernement était tellement mal-aimé que personne n'estimait possible de le défendre dans une bataille électorale, et encore moins de proposer de représenter la même coalition.

Ainsi, le centre-gauche a causé son propre échec. Il s'agit d'une lourde défaite dont la gauche radicale sort battue, voire peut-être détruite. Avec ses propres listes elle n'a pas atteint le score de 4 % et n'est plus présente au parlement. Mais le nouveau Parti démocrate lui aussi (le PD constitué par les Démocrates de gauche [DS] et le parti Margherita), a échoué avec ses 33,4 % en ne réalisant aucune percée chez les électeurs des partis modérés : bien qu'il ait déclaré « ne pas être un parti de gauche » et qu'il ait glissé vers la droite dans tous les domaines (en politique économique et sociale, sur les droits civils, sur la politique d'immigration et de sécurité, sur les institutions démocratiques) et bien qu'ayant cherché la rupture avec la gauche radicale à laquelle il a pu arracher beaucoup de voix, ces gains ont toutefois été annulés par des pertes équivalentes en faveur de la droite et du centre.

Le vainqueur incontesté est donc la coalition de droite (46,8 %) qui, grâce au système électoral majoritaire, a obtenu une majorité solide. Elle a gagné, portée par la vague de mécontentement du centre-gauche. Mais elle a gagné aussi parce qu'elle a placé ses déclarations populistes au centre de sa campagne, en l'orientant sur des thèmes tels que la « sécurité » et la peur de l'immigration ; parce que pour la première fois elle s'est exprimée contre l'économie libérale de marché ; parce qu'elle a critiqué la mondialisation (par rapport à la Chine) et s'est explicitement prononcée pour le protectionnisme. Enfin, elle a gagné grâce à la force de ses mouvements politiques territoriaux (qui toutefois constituent sa contradiction principale), grâce au grand succès de la Ligue du Nord – qui avec ses 8,4 % a doublé le nombre de ses voix et a presque atteint son sommet historique – et grâce au bon résultat électoral du petit « Mouvement pour les autonomies » (une sorte de Ligue du Nord des régions de l'Italie méridionale qui est surtout fort en Sicile). Par contre, l'alliance « Popolo della libertà », le nouveau parti de Berlusconi (composé de Forza Italia et Alleanza nazionale) n'a pas augmenté le nombre de ses voix et stagne à 37,7 %.

### **La défaite de « la Sinistra-L'arcobaleno »**

Toutefois, la véritable défaite des dernières élections est celle de la gauche. Pour la première fois, unie et

rassemblée sous un nouveau symbole, la Sinistra-L'arcobaleno (Gauche arc-en-ciel) a obtenu 3,1 % des voix des électeurs. Les trois partis de la gauche : Rifondazione comunista, Communisti italiani et Verdi (dont fait également partie le groupe issu du parti DS [Démocrates de Gauche], minorité qui a quitté le PD en 2007 après sa fondation), avaient obtenu 10,4 % des voix lors des avant-dernières élections. Jamais encore les voix additionnées de ces trois partis n'étaient tombées en dessous de 8 %.

Les premières études ont montré que les voix perdues par la Sinistra-L'arcobaleno se sont portées essentiellement sur les coalitions centre-gauche (PD et IDV, un petit parti allié au PD formé autour de l'ex-juge Di Pietro fondateur de Mani Pulite [Mains propres], avec respectivement plus d'un tiers et environ un quart des voix perdues). En outre, environ 25 % ont été perdues à cause de l'abstention (de 3 % plus élevée que l'année précédente). 10 % de l'ensemble des voix perdues se sont portés sur l'extrême gauche et 3 % sur d'autres formations, entre autres la Ligue du Nord.

De toute évidence, la Sinistra-L'arcobaleno a payé plus cher que tous les autres partis la déception causée par l'ancien gouvernement. Les données recueillies montrent qu'elle a perdu dans toutes les directions : vers la droite (au profit du centre-gauche et d'autres) et vers la gauche (à cause des abstentionnistes et vers l'extrême gauche). Certains lui ont reproché son laxisme permanent ou, au contraire, son excessive conflictualité qui aurait causé une usure de sa majorité déjà faible ; d'autres lui ont reproché d'avoir écouté toutes les protestations et de ce fait d'avoir paralysé le gouvernement ou d'avoir sacrifié les demandes des mouvements (pacifistes, opposants au précaire, environnementalistes, défenseurs des droits civils, défenseurs de la légalité et de la morale) au profit de l'équilibre politico-institutionnel.

En outre, le rôle des forces de gauche a été amoindri par la décision majoritaire du mouvement syndical de concéder au gouvernement une structure néo-corporative et modérée. Cette décision a elle aussi exposé la Sinistra-L'arcobaleno à des critiques venant de tous côtés : d'une part on lui a reproché de n'avoir obtenu aucun résultat tangible dans le domaine de la redistribution, de l'État social et du droit du travail,

d'autre part on a affirmé que la gauche avait tenté de dépasser l'accord passé entre le gouvernement et le syndicat et donc de le délégitimer.

Dans le domaine de la sécurité, de la légalité et de l'immigration, la Gauche s'est montrée indécise et de ce fait est devenue la cible de critiques venant de différents camps : sous-estimation et négligence du thème de la sécurité ou laxisme à l'égard de la politique excessive et des campagnes outrées des adversaires politiques.

Ce qui ressort nettement est que la gauche radicale – et notamment Rifondazione comunista – a vécu l'échec de sa propre hypothèse stratégique qui, de son point de vue, avait justifié sa participation à la coalition : à savoir la possibilité de donner une vie légale, dans le cadre politico-institutionnel, aux mouvements nouvellement éclos depuis le début du siècle. Or, ces mouvements se sont avérés plus faibles qu'au cours des années précédentes, minoritaires, et ils se sont scindés, entre autres à cause de l'entrée des forces de gauche dans le gouvernement. Surtout, les alliés venant du centre-gauche se sont avérés pratiquement inamovibles. Il est vrai que la gauche a réagi à cela en renforçant son comportement polémique mais sans réaliser des ruptures politiques (dans les faits c'est la droite qui a renversé le gouvernement). Elle a donc perdu en crédibilité et finalement n'a contenté personne : pour les uns elle a agi de manière trop extrémiste et agitatrice et a même été accusée (à tort) d'être responsable de la chute du gouvernement ; d'autres lui ont reproché son indécision et son inconséquence.

Cependant, à elle seule la déception causée par le gouvernement est insuffisante pour expliquer la débâcle. Selon les sondages, un mois avant les élections la Sinistra-L'arcobaleno aurait dû réaliser 6 à 7 % – personne ne s'attendait à un résultat aussi mauvais !

La défaite est imputable à son comportement à l'égard de la campagne électorale et à cette campagne elle-même. Une raison pour justifier cette affirmation a été la notion de « vote utile » invoquée par le principe majoritaire et la pression qui en émane. À cela s'ajoute la profonde aversion pour la droite de l'électorat démocratique, qui a été exploitée à fond par le PD qui

a construit toute sa campagne sur son hypothétique (inexistant) retard par rapport au centre-droit et donc sur l'espoir d'empêcher la victoire de celui-ci.

La Sinistra-L'arcobaleno a sous-estimé ce danger. Elle a craint la confrontation avec le PD et a réagi trop tard au « processus de simplification » du système politique souhaité par le PD. De même, sa présentation aux élections en tant que groupement autonome et son appel à voter obligatoirement et exclusivement pour l'opposition, l'a de fait exclue de la compétition électorale – laquelle était très fortement marquée par une tendance vers un système à deux camps ou bipartite, vers une simplification du système politique.

Il est vrai que cette tendance a été chaudement soutenue par les médias, mais elle s'enracine aussi dans un mécontentement diffus à l'égard d'une classe politique divisée et improdutive et la demande (bien que confuse et contradictoire, mais réelle) d'avoir un gouvernement efficace.

Un autre élément est l'insuccès total du projet politique de la Sinistra-L'arcobaleno elle-même. Même si l'union entre les forces de gauche et la politique écologique a probablement été une intuition politiquement juste et pour l'essentiel une décision utile, on peut considérer que l'art et la manière dont elle a été réalisée ont échoué. La Sinistra-L'arcobaleno a été créée trop tard et à la hâte, contre des résistances innombrables et après d'épuisants entretiens de médiation entre les partis. Elle n'a pas été perçue comme un projet politique, mais comme un « cartel électoral » improvisé, inorganisé et divisé, ayant une identité floue. Une partie importante des groupes dirigeants des forces politiques participantes n'avait accepté de se joindre à une coalition électorale que dans l'urgence, mais sans croire au projet politique. La même chose s'est passée au sein même des partis qui n'ont pas pris position et n'ont pas mobilisé leurs forces, ainsi qu'au sein de leurs électeurs. Des différences réelles existaient entre les diverses pensées politiques et la magie de l'antique concept « *reductio ad unum* » (« réduction à l'un ») n'a pas opéré.

Par ailleurs, un autre facteur critique a été la renonciation répétée – imputée à l'urgence – à introduire des instruments conséquents et innovateurs permettant une participation démocratique à la

construction du projet Sinistra-L'arcobaleno, à l'élaboration de son programme politique et au choix de ses candidats. Cette renonciation a en outre gelé des sympathies et des énergies et irrité un électorat potentiellement intéressé par le projet politique et qui était disposé à un soutien conscient et effectif.

La Sinistra-L'arcobaleno a ainsi donné l'impression d'être une création intellectuelle d'en haut, faite de compromis internes de la classe politique de gauche. Cela a lieu dans une phase d'expansion de la critique envers la classe politique et d'apparition d'un profond fossé – y compris à l'intérieur de la gauche – entre les groupes dirigeants et les partis d'une part et leurs électeurs d'autre part. Là aussi il s'agit d'un échec stratégique, surtout en ce qui concerne Rifondazione comunista qui depuis des années analyse très finement la crise politique et les mécanismes structurels de la séparation et de l'autoréférentialité au sein de la politique institutionnelle. Or, confronté à la situation réelle, ce parti n'a pas su, ni symboliquement ni concrètement, créer des contre-propositions et s'en saisir.

Ainsi, en fin de compte, la gauche a donné l'impression qu'elle aussi avait été happée par les rouages du système. Finalement son principal message a été : il faut voter pour la Sinistra-L'arcobaleno pour obtenir une présence institutionnelle de la gauche. Mais ce message s'est perdu dans le brouillard et n'a pas été entendu, entre autres parce que le danger d'une véritable disparition n'a pas été perçu.

## Après les élections

Malgré la nette victoire du centre-droit, l'Italie reste un pays instable, difficilement gouvernable et ébranlé par des conflits. Il y aura des contradictions au sein de la coalition gagnante, dont la Ligue du Nord fera les frais. Cependant, ce n'est pas cela qui, dans un proche avenir, sera la cause de la difficulté à gouverner le pays. La cause en sera plutôt l'avancée d'une crise économique internationale qui pourrait bien s'avérer être la plus sévère depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ce qui rend la situation encore plus incertaine et plus difficile.

Globalement, on peut prévoir qu'en Italie sera à l'œuvre une dialectique compliquée entre une

conflictualité diffuse d'une part et des tentatives de renforcer une démocratie autoritariste d'autre part : à savoir une dialectique rendue encore plus aiguë par l'élimination de la gauche radicale des représentations institutionnelles et son affaiblissement dans le pays.

Au plan institutionnel il faut s'attendre à une nouvelle phase de modifications de la constitution et du droit électoral, qui ont déjà été annoncées et introduiront des éléments favorisant le présidentielisme, le fédéralisme et la tendance à former des majorités. Le PD lui aussi est appelé à participer à ce processus modificateur sur la base d'accords consensuels et d'un contrat de légitimation, comme cela a déjà été convenu avant les élections. Dans leur ensemble, ces modifications prévues rendent visible la tentative de consolider un régime politique simplifié, résistant mieux aux attaques des mouvements, des conflits et des revendications sociales. Cette tentative sera-t-elle couronnée de succès ? Cela dépend fortement du comportement du mouvement syndical et du PD.

Il est vrai que le PD pour sa part est tout autre chose qu'un projet consolidé. La rupture entre le PD et sa gauche radicale reflète l'existence d'un vrai vide entre les deux parties séparées. Toutefois, cette rupture ramène le PD dans une situation de minorité structurelle. Il est difficile d'imaginer qu'avec son « appel à la majorité » le PD pourrait connaître le succès, en absorbant la gauche et en s'étendant sur tout l'électorat modéré — bien que ce soit précisément cela qui constitue sa stratégie actuelle. Il est vraisemblable qu'à l'intérieur de ce regroupement une dialectique prendra corps et que plus d'un proposera de revenir aux relations avec la gauche et avec les instances qu'elle représente (plutôt mal que bien). Enfin, une dernière possibilité pour le PD peut être évoquée, même si elle semble très improbable : à savoir qu'il cède totalement à la pression des « puissances fortes » et qu'il les rejoigne dans la perspective d'une politique d'unité nationale.

Pour ce qui concerne la gauche, elle se trouve dans une crise profonde depuis le résultat des dernières élections. Les quatre forces politiques dont est constituée la Sinistra-L'arcobaleno mènent actuellement des discussions difficiles. Chacune plaidant pour elle-même

tout en ayant ses propres scissions internes. Pour cette raison on ne peut pas exclure la possibilité que la crise actuelle conduise à un morcellement encore plus poussé et tendanciellement irréversible. Une migration vers le PD est déjà en cours, bien qu'en proportion réduite, et concerne surtout quelques groupes des Verts (Verdi) et du parti DS (démocrates de gauche). Cela anticiperait « l'américanisation » de la politique italienne si souvent prônée pendant la campagne électorale passée et qui a eu pour conséquence l'exclusion des Gauches autonomes du système politique.

Cependant, cela serait surtout le résultat de l'échec des groupes dirigeants et des forces politiques de la gauche car, en Italie, malgré la défaite électorale, il existe un électorat de gauche potentiellement consistant.

Ceci étant, le désastre de la Sinistra-L'arcobaleno a mis au jour tous les points faibles de ce qu'est vraiment la gauche. Elle est davantage la somme de sédiments historiques de différents genres plutôt qu'un sujet politique cohérent, vivant et profondément enraciné. Elle n'est pas nettement localisée au plan social, elle n'a pas de culture unitaire, pas d'organisation, ni mode de comportement efficaces. Malgré quelques intuitions importantes et quelques généreuses tentatives de renouvellement, surtout redevables à Rifondazione, la gauche, aujourd'hui encore, est trop profondément désorientée et sans racines dans le paysage social, anthropologique et territorial plein de contradictions qui a émergé de la décomposition de la société italienne.

En premier lieu, le facteur déterminant sera ce qui va se passer au sein de Rifondazione car ce parti, avec toutes ses limites, est l'organisation politique la plus grande et la plus moderne. Il y a des intuitions au cœur de sa culture politique, que Rifondazione a apprises par sa profonde immersion dans le « mouvement des mouvements » mais que ce parti n'a pas su traduire en innovations concrètes et efficaces. Il s'agit de : l'ouverture à la société et ses mouvements ; l'aptitude à combiner, en virtuose, les diversités ; le renouvellement des formes d'expression et de communication ; une attitude souple et innovante appliquée aux formes d'organisation et à l'action

politique ; la nécessité de la réarticulation de la politique au-delà de sa dimension nationale, mais sur la base d'une présence territoriale consolidée, reliée à un réseau transnational ; l'invention de nouvelles formes démocratiques afin de dépasser les limites des anciennes formes de représentation. Et bien d'autres aspects encore...

La survie de la gauche et la possibilité qu'elle joue un rôle au sein de la crise italienne dépend de sa capacité à mettre en œuvre efficacement et à systématiser ces nouvelles intuitions générées par les jeunes mouvements. Elle doit les mettre à l'épreuve immédiatement : en coopérant au développement d'un grand mouvement d'opposition contre le gouvernement du camp de droite.

Elle peut réussir cela, si elle se remet en mémoire deux notions-clés de son expérience de Gênes : à savoir qu'elle n'est pas une fin en soi et qu'elle n'exerce pas de souveraineté sur les autres. Car ces deux aspects contiennent le message qu'il est important d'entendre : le centre de gravité d'un éventuel nouveau mouvement politique de la transformation se situe au-delà des limites de la gauche — dans la société !

**Marco Berlinguer**

